

Les subsides

gouvernementaux de soutien de l'industrie, les programmes destinés actuellement à promouvoir la recherche et le développement dans les entreprises, de même que divers moyens d'améliorer la collaboration entre les universités et les entreprises dans ce domaine. Le groupe d'étude, formé de représentants de l'industrie, du monde universitaire et des syndicats, a été créé au début de novembre et il doit présenter son rapport d'ici à six mois.

Il est également indispensable que l'opinion publique prenne conscience de l'importance des sciences et de la technologie pour que nos industries, nos universités, la main-d'œuvre et, en fait, tous les citoyens se rendent compte des possibilités qu'offrent les techniques nouvelles et évitent les écueils que le virage technologique peut dresser sur notre chemin. C'est aussi important dans le secteur des ressources que dans n'importe quel autre.

● (1530)

Pour aider les gens à prendre conscience des conséquences des changements technologiques et inciter tous les secteurs à prévoir ces changements au lieu de se contenter de s'y adapter, le gouvernement fédéral a commencé par parrainer la conférence Canada de demain. Cette conférence a réuni des représentants de chaque secteur, notamment l'agriculture, l'industrie forestière et l'industrie minière. Elle a ouvert des voies de communication qui n'avaient pas encore été explorées ou qui étaient tombées en désuétude. Cette communication est indispensable pour que le Canada puisse développer son économie en exploitant son potentiel technologique. Ce n'est qu'un premier pas dans la bonne voie, mais il permettra non seulement au gouvernement fédéral, mais encore aux diverses industries telles que l'agriculture, la technologie de pointe, l'industrie minière et l'industrie forestière de bâtir des liens solides et d'élaborer d'autres politiques.

Pour conclure, je dirai que le Canada est un pays riche en ressources. C'est là un avantage que nous ne pouvons pas nier. Le gouvernement fédéral prépare depuis longtemps l'avenir de notre industrie extractive en investissant dans la recherche intra-muros. Je consacre près de 40 p. 100 des sommes affectées à la recherche industrielle aux ressources naturelles, et nous poursuivons ces efforts.

M. le vice-président: Des députés veulent-ils poser des questions à leur collègue qui vient de parler? Dans la négative, la présidence accorde la parole au député du Yukon (M. Nielsen).

L'hon. Erik Nielsen (Yukon): Monsieur le Président, le député d'Algoma (M. Foster) avoue ne pas trop bien comprendre pourquoi nous avons présenté cette motion. Il dit que cela le dépasse, puis il nous énumère toutes les sommes que le gouvernement dépense pour le programme RELAIS et d'autres programmes du même genre. Il y a longtemps que j'ai eu l'occasion de parler de ma circonscription du Yukon, qui couvre une superficie de 237,000 milles carrés, si toutefois je puis encore utiliser ce mot. Le gouvernement a pratiquement réduit à l'inactivité toute cette région du pays. Ce ne sont pas les programmes RELAIS, la paperasserie ni tous les discours comme celui que vient de nous servir le député d'Algoma qui remédieront à cette triste vérité.

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien (M. Munro) a rejeté, au début novembre, le dernier projet qui donnait une lueur d'espoir aux centaines de chômeurs du Yukon. Je veux parler de la mise en valeur du versant nord où

il serait possible d'exploiter les gisements de pétrole et de gaz, à la condition d'y construire un port. Il convient sans doute que je débute en lisant le télégramme expédié au premier ministre (M. Trudeau) par la Chambre de commerce de Whitehorse, au Yukon:

Monsieur le premier ministre

La Chambre de commerce de Whitehorse a adopté la résolution suivante à sa réunion mensuelle du 8 novembre:

«La Chambre de commerce de Whitehorse demande que M. John Munro soit prié de démissionner, et qu'un nouveau ministre des Affaires du Nord, tout à fait indépendant des Affaires indiennes, soit créé.»

La Chambre de commerce a adopté cette résolution à cause de la décision annoncée par M. Munro le 7 novembre d'interdire la mise en valeur de la côte nord du Yukon.

Il y a lieu de noter ce qui suit:

1. Le ministre a la charge du Nord canadien aussi bien que des Affaires indiennes. L'économie du Yukon est gravement déprimée, du fait de l'arrêt des activités d'exploitation minière et de transport. Il faut de nouveaux travaux de développement pour fournir des emplois aux nombreux autochtones et non-autochtones qui ont été mis en chômage depuis deux ans. En fermant la porte aux possibilités de commerce et de création d'emplois dans la présente conjoncture, le ministre fait fi de ses responsabilités au titre du Nord canadien.
2. Psychologiquement, cette décision est un très dur coup pour le Yukon, car les travaux envisagés pour la côte nord offraient une lueur d'espoir pour l'économie du Territoire. Les membres de la Chambre de commerce de Whitehorse s'étaient déjà demandé si le gouvernement fédéral était désireux ou non de voir dans le grand Nord un secteur privé rentable. Nous voyons les projets de mise en valeur soumis à de longues procédures d'enquête et d'examen qui donnent l'impression que les travaux, les emplois et les impôts ne sont pas les bienvenus dans le grand Nord. Tout dernièrement, on voit des ministères fédéraux, et à leur tête le ministre du Nord canadien, proposer une réglementation nouvelle pour l'exploitation des placers du Yukon, alors que même les études du gouvernement lui-même font voir que cette réglementation va forcer à l'abandon 16 p. 100 des exploitants actuels. Si le gouvernement persiste dans cette voie, s'il aggrave le chômage tout en fermant la porte aux nouveaux travaux, nous ne pourrions espérer résoudre le problème de chômage du Territoire ni compter que l'entreprise privée survive. Nous ne voyons donc pas de raison d'être optimistes, et nous tremblons de voir le ministre appliquer le règlement relatif à l'exploitation des placers.
3. Le ministre est responsable pour la façon dont les projets de travaux sont examinés. Les projets concernant le Yukon sont examinés au coup par coup. Chacun est soumis à des règles, des règlements et des préoccupations imposées par le personnel du ministère au moment de la présentation de la requête, et qui peuvent varier d'une requête à l'autre. Personne n'a de certitude quant aux grandes règles à respecter ni à ses chances de réussite quand il présente une requête. Nous croyons savoir que dans le cas présent, les deux requérants avaient été encouragés par les services du Nord canadien à présenter leurs requêtes, et qu'ils avaient tous deux répondu aux diverses préoccupations exprimées par ces services.

Je vous ferai lecture d'un document ministériel pour montrer la véracité de cette affirmation. On ajoute:

Le rejet de leurs propositions après de nombreux mois de discussion, en fonction de questions qui n'avaient pas été précisées auparavant, entraîne un gaspillage d'argent et d'efforts de la part des requérants. Cela décourage également toute future proposition de développement, puisque les intéressés ignoreront ce que sont, au juste, les règles du jeu, n'auront aucune confiance dans les bureaucraties au fait de ces questions et feront face à des frais supplémentaires sans être certains du pouvoir jamais obtenir la moindre satisfaction. En conclusion, je répète que le Yukon est affligé par de graves problèmes économiques. Les chômeurs doivent se déplacer vers le sud pour trouver du travail et nos jeunes sortant des écoles doivent faire de même. Au départ, cette situation était causée par le ralentissement économique international. Cependant, l'incertitude qui règne dans le domaine de l'exploitation des placers est attribuable au gouvernement fédéral, et dans le cas de la côte nord, nous ne pouvons comprendre comment un ministre de votre gouvernement peut rejeter une solution possible aux problèmes économiques qui affligent le Yukon en empêchant une nouvelle expansion industrielle qui serait réalisée par des sociétés canadiennes.

Nous vous exhortons à obtenir la démission de M. Munro et à créer un nouveau ministre chargé seulement du développement du Nord et dirigé par un nouveau ministre qui soit au courant des besoins de cette région.